



Paris, le 20 novembre 2020

*Les députés du groupe La République En Marche  
Membres de la Commission des Affaires étrangères*

Abdullah ibn Muhammad Al ash-Sheikh  
Président de l'Assemblée consultative  
d'Arabie saoudite  
Palazzo al-Yamama  
Riyad

Monsieur le Président,

Les 21 et 22 novembre prochains, l'Arabie saoudite présidera le Sommet du G20. Placé sous le signe d'un 21<sup>ème</sup> siècle devant profiter à chacun « realizing opportunities of the 21st century for all », cet événement rassemblant les 20 pays les plus développés vous a permis d'annoncer au monde entier votre ambition. Votre pays a la volonté de créer un environnement de coopération pour que le G20 puisse organiser des politiques et des initiatives répondant aux espoirs des citoyens du globe.

Députés de l'Assemblée nationale française, nous sommes très attentifs aux événements dans votre pays, particulièrement à cause de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi à Istanbul, et de témoignages nombreux et concordants faisant état de graves violations des droits humains en Arabie Saoudite.

En effet, le 15 septembre 2020, les violations des droits humains par l'Arabie saoudite ont été dénoncées par 29 pays devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, par la voix de l'ambassadeur du Danemark, Carsten Staur. Il a y exprimé sa profonde inquiétude sur les violations des droits humains à répétition : torture, détention arbitraire ou encore disparition forcée.

Si quelques progrès dans le pays ont été notés par ces pays, comme par exemple « les restrictions à la flagellation ou la renonciation à la peine de mort contre des mineurs pour la plupart des crimes », restent en revanche « la persécution, les détentions et l'intimidation dont les membres de la société civile, les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les opposants politiques font l'objet ». Il en va de même pour les droits des femmes. Les pays signataires ont salué « des développements positifs récents » mais « s'inquiètent profondément de la discrimination persistante dont font l'objet les femmes et les jeunes filles ».

...//...

L'ambassadeur a cité le cas de cinq femmes défendant les droits humains toujours emprisonnées, en écho à la déclaration de la Haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, qui affirmait la veille que ces femmes « voulaient simplement avoir le droit de faire leurs propres choix » et exigeait leur libération immédiate.

La France porte une attention particulière et se mobilise de façon constante en faveur des droits de l'Homme et de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les instances multilatérales comme dans ses relations bilatérales. Le Président de la République française avait réaffirmé dès 2019 son soutien à Loujain Al Hathloul et appelé à sa libération à l'occasion de la journée internationale pour les droits des femmes.

A ce titre, voici la liste des personnes détenues à notre connaissance, en violation des textes internationaux :

- Défenseurs des droits humains Mohamed al-Otaibiand, Essa al-Nukhaifi,
- Femmes défenseures des droits humains : Loujain Al-Hathloul, Aziza Al-Yousef, Eman Al-Nafjan, Nouf Abdelaziz, Hatoon Al-Fassi, Samar Badawi, Nassima Al-Sadah, Mohammed Al-Bajadi, Amal Al-Harbi, Shadan Al-Anezi, Mayaa Al-Zahrani, détenues et victimes de mauvais traitements.
- Salman al-Odah and Hassan Farhan al-Maliki, en attente de jugement

Nous portons aussi à votre attention les cas de :

- Dr.Abdullah al-Hamid, décédé en prison faute de traitement médical adéquat,
- Saleh al-Shehi, journaliste décédé le 19 juillet 2020 quelque temps après sa libération, sans explication convaincante.

Monsieur le Président, ce G20 est l'occasion de vous conformer aux standards internationaux en matière de conditions de détention, de lutte contre la torture, de procès équitables, de respect de la liberté d'expression.

Comme vous le savez, dans le cadre de notre relation bilatérale fructueuse et du dialogue franc et régulier que nous entretenons entre nos deux pays, nous ne nous interdisons aucun sujet. Notre engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la protection des libertés fondamentales, ainsi que notre soutien aux défenseures et défenseurs des droits de l'Homme, est au cœur de notre diplomatie.

Confiants dans la capacité de votre pays à effectuer ces changements, nous vous prions d'agrèer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

*Mireille Clapot; Lénaïck Adam; Ramlati Ali; Aude Amadou; Frédéric Barbier; Hervé Berville; Pierre Cabaré; Samantha Cazebonne; Christophe Di Pompeo; Anne Genetet ; Éric Girardin; Olga Givernet; Rodrigue Kokouendo; Sonia Krimi; Mustapha Laabid; Amélia Lakrafj; Martine Leguille-Balloy; Marion Lenne; Nicole Le Peih; Brigitte Liso; Mounir Mahjoubi; Jacques Maire; Denis Masségli; Jean François Mbaye; Isabelle Rauch; Hugues Renson; François de Rugy; Jean-François Portarrieu; Laetitia Saint-Paul; Sira Sylla; Buon Tan; Liliana Tanguy; Valérie Thomas; Nicole Trisse.*

**NB :** Copie du courrier est adressée à l'ambassade d'Arabie saoudite en France

Annexe : liste des ONG ayant signalé les violations des droits humains en Arabie Saoudite

1.ACAT-France 2.ALQST 3.Americans for Democracy & Human Rights in Bahrain 4.Amnesty International 5.ARTICLE 19 6.Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA) 7.Bahrain Institute for Rights and Democracy (BIRD) 8.Cairo Institute for Human Rights Studies 9.CIVICUS 10.Coalition Tunisienne Contre la Peine de Mort 11.DefendDefenders (East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project) 12.English PEN 13.Equality Now 14.European Center for Democracy and Human Rights 15.EuropeanSaudiOrganisation for Human Rights 16.Gulf Centre for Human Rights 17.Human Rights Watch 18.Humanists International 19.International Federation for Human Rights(FIDH) 20.International Service for Human Rights 21.L'Association "Perspectives El 3amel Ettounsi" 22.Ligue des écrivains tunisiens libres 23.No Peace without Justice 24.Organisation contre la torture en Tunisie 25.Southern Africa Human Rights Defenders Network (SAHRDN) 26.The Committee for the Respectof Liberties and Human Rightsin Tunisia 27.Tunisian Association for the Promotion of the Right to Difference 28.Vigilance for Democracy and the Civic State 29.Women's March Global 30.World Organisation Against Torture (OMCT)